# LUTTER! change de peau...

## TOUTES VOILES DEHORS

Le conseil national de l'UTCL, réuni les 20-21 janvier, après débat dans l'organisation, a arrêté sa position quant aux questions politiques posées à travers "l'affaire du foulard", de Creil et ailleurs...
Nous n'avons pas voulu prendre position trop tôt sur cette question, qui pour nous ne relève pas simplement du dernier débat à la mode -même s'il y a eu sur ce sujet une opération médiatique indéniable
Plusieurs textes, complémentaires ou contradictoires, ont donc circulé dans l'UTCL, et dont la lettre hebdomadaire a en partie rendu compte.
Pour clôturer ce débat, deux textes contradictoires ont été soumis au vote :l'un reprenant globalement les positions de Georges Fontenis et du camarade TGV, l'autre texte étant celui publié dans "Lutter!", signé de Sapristi et Maruchka.
C'est ce dernier texte, pronant le refus de l'interdiction du port du foulard dans les écoles et affirmant la nécessaire lutte contre tous les intégrismes, qui a eu la majorité.
Pour nous, une fois dégagé cette position organisationnelle sur un fait de société important, l'essentiel est de poursuivre le débat et l'action pour avancer sur un projet de société multi-culturelle, ouverte, sans concession d'aucune sorte aux intégristes de tous poils.

15 février

## UNE NOUVELLE FORMULE POUR "LUTTER!"

Nous y pensions depuis un certain temps...
Le système "lettre hebdomadaire"/revue trimestrielle, lancé en octobre 86 (déjà!) s'est révélé réellement efficace. Nous avons élargi notre champ de lectorat, avons gagné ou regagné de nouveaux abonnements, et surtout, la lettre-hebdo est progressivement devenue un outil pour les militants et nos sympathisants.

Bien sûr, nous sommes loins du compte! La "lettre" n'est pas un véritable journal (ce n'était pas le but) et la revue n'a pas tout a fait résolu ses problèmes de contenus en fonction de sa périodicité (faut-il privilégier les luttes, ou les articles de fond...).

EN MARS 90, "LUTTER!" CHANGE DONC DE PEAU.
Tous les quinze jours, un véritable journal, sur huit pages -dans un premier temps!- pour que notre combat communiste libertaire soit davantage présent dans toutes les luttes dont nous sommes: entreprises, jeunesse, antinucléaire, antiracisme...et aussi pour donner la parole à tous ceux qui, sans partager toutes nos idées, se retrouvent souvent à nos côtés : c'est aussi un "Lutter!" plus ouvert que nous voulons mettre en chantier.
Une revue/dossier (quatre n°s par an) : pour vraiment approfondir des sujets que nous avons traité, bien souvent, trop superficiellement..

POUR QUE CE "LUTTER!" NOUVELLE FORMULE PUISSE VRAIMENT DURER ET ATTEINDRE SES OBJECTIFS, il nous faudra de nouveaux abonnés! Et tous les dons seront les bienvenus..

RENDEZ-VOUS EN MARS avec un dossier"alternatives à l'Est" et pour le début d'une nouvelle série de "Lutter!"

Alors, plus d'hésitation ! Abonnez-vous, abonnez vos amis !

## ABONNEMENT

- Abonnement annuel 150F
Comprenant:
Le journal bimensuel
La revue-dossier
- Abonnement sous pli fermé 170F
- Abonnement de soutien 200F
- Abonnement international 200F
- Abonnement de diffusion
2 exemplaires par N° 260F
5 exemplaires par N° 500F

Attention: Chèques à l'ordre du FIL DU TEMPS
Adresse : «LE FIL DU TEMPS»
BP 602
75530 Paris Cedex 11

Directeur de publication : André SENEZ
Commission Paritaire N°64 461
Dépot Légal N°48 858/ Editeur : «Le Fil du Temps»

ISSN 0982 - 7048 LETTRE HEBDO N°152/153 16 FEVRIER 90 6F
Union des Travailleurs Communistes Libertaires

# LUTTER!

DERNIER NUMERO DE LA LETTRE-HEBDOMADAIRE NOUVELLE FORMULE DE "LUTTER!" EN MARS 90

## RAISON D'ETAT
## LES SEPT DE LEZENNES

QUILLÈS FAIS TON OFFICE !

6-7-8 FEVRIER
CONSEIL CENTRAL DE DISCIPLINE DES PTT

Une première étape vient de s'achever. Les décisions du Conseil de discipline (comité paritaire formé de 4 membres désignés par le ministère et de 4 élus du personnel) ont été prises.
Les premières sanctions proposées (la révocation des agents) ont été repossées à l'unanimité C'est le résultat de plusieurs semaines de mobilisation et de solidarité.
D'autres propositions ont été formulées par l'administration. Pour Legrand et Mercier, 24 mois de suspension (sans traitement) dont 18 avec sursis. Pour Lamant, Fovet, Lechave: mutation dans le département. La volonté de chasser les militants du SUD du Centre de tri est donc confirmée.
Les 4 de l'administration ont voté pour ces sanctions. Les 4 représentants du personnel contre. Le conseil n'a donc pas pris position.

Résultat : c'est maintenant au ministère de trancher.
Une majorité du Conseil s'est dégagée contre la mutation de Fontaine. Poteau est acquitté.
Une parodie de justice, mais une défense d'enfer!
Les décisions d'un conseil de discipline sont graves.Pourtant c'est un véritable procés stalinien qui vient de se dérouler, où les représentants de l'administration étaient "aux ordres" Et où les témoins de la défense, ne pouvant disposer de dispense de service, se déplaçaient à leurs frais, sur leurs congés annuels. Mais jamais peut-être un conseil de discipline n'a eu à s'affronter à une défense aussi acharnée.

Le premier jour : grèves (majoritaire à Lille-Lézennes) et manifestation toute la journée : CGT, SUD et CNT, et le soir, rassemblement à l'appel du comité national de soutien présidé par Gilles Perrault, qui fit une vibrante et mordante intervention, après plusieurs responsables de structures (souvent "oppositionnelles") de la CFDT. Sur place, une défense argumentée avec la citation de 56 témoins le témoignage de non-grévistes attestant qu'ils n'avaient jamais fait l'objet de pressions de la part des syndicalistes, deux défenseurs, le SUD et la CGT, ainsi que Jacob, président de la commission juridique de la Ligue des Droits de l'Homme.
La solidarité toujours nécessaire. La balle est dans le camp de Quillès. Il doit maintenant prendre ses responsabilités. Il doit le faire vite (quatre sanctionnés poursuivent une grève de la faim). Qu'il suive les sanctions proposées, alors que tout maintenant a fait la preuve que le dossier est vide, et que l'attitude du directeur départemental a été provocatrice et insultante, et il aura fait le choix de l'autoritarisme patronal, nouveau Calvet des PTT, "socialiste" anti-syndical. Il aura ouvert une plaie qui n'est pas prête de se refermer. Et croyant couper la tête d'une section SUD très combative et très implantée, il aura favorisé une haine déinitive entre l'administration et les postiers de Lille.

S. PATRICE
10 février

# DEUX MOIS LA ROUMANIE !

## RAPPORT DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

La commission constituée à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme a rendu son rapport le 10 janvier : "Les 7 de Lézennes".

Six membres de la LDH ont pu s'entretenir sur place avec le directeur départemental des Postes de Lille, le directeur du centre de Lille-Lézennes, les organisations syndicales, les témoins des évènements, les salariés concernés, l'encadrement.

Les témoignages "nous ont permis de nous forger une opinion sur les incidents survenus dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre et ayant entraîné la suspension de sept agents adhérents et pour certains responsables du SUD. (...)On a vu que, depuis un certain temps, régnait une mauvaise ambiance sur le CTA de Lille-Lézennes. Le rôle de la commission n'est pas d'en établir la responsabilité mais de la constater;un conflit très dur s'était notamment déroulé en novembre 88 et avait laissé des traces. On a vu également que la Direction des postes considérait comme laxiste la situation du CTA. Ce n'est pas un hasard si l'équipe de direction des PTE du Nord a entièrement changé en 1989. Il y avait donc une volonté manifeste de reprise en main exprimée d'ailleurs ouvertement par Monsieur Philippe (directeur départemental) lors de son témoignage.(...)Sur l'action concernée, il n'y a pas eu de voies de fait.(...)On ne sait ce qui est reproché personnellement à chacun des agents suspendus sinon la participation à des actions collectives.(...)Le choix de leur nom a été fait par des conditions qui sont manifestement liées à leur appartenance et à leur activité syndicale et revêt donc un caractère discriminatoire.(...)En résume la commission constate que la volonté- justifiée ou non, elle n'a pas à en juger- de la direction de mettre fin à une situation jugée laxiste jointe à des erreurs psychologiques a mené à des incidents dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, au cours desquels le directeur départemental est resté une nuit au CTA. La volonté de le retenir n'a pas été prouvée. Les faits ont été volontairement grossis aauprès de la presse le lendemain. L'apaisement des esprits et la reprise du dialogue social souhaité par le nouveau chef de centre,chef du service disciplinaire, passe par l'arrêt de la procédure disciplinaire et le retrait de la plainte pénale contre les sept."

Rapport du
10 janvier 90.
(extraits)

---

"LUTTER!" Alors que les médias ont annoncé la reprise il y a plus d'une semaine,votre grève continue encore. Cela fait maintenant deux mois de mouvement.

Olivier : Tout juste. La grève est partie le 12 décembre. Au départ : une pétition sur un centre de 250 personnes, le COE de Barbès - Centre d'Opération avec l'étranger.
Une pétition très massivemen signée, appuyée par la CGT.Elle réclamait le salaire d'embauche à 6500F, la refonte des qualifications et l'attribution de 1500F pour tous. Le personnel est allé porté cette pétition à la direction du centre, qui a refusé de les voir. D'où, en réaction,assemblée générale appel à débrayage, puis le lendemain à une grève et à son extension, sur les revendications de la pétition.

Et l'extension s'est produite.

Du 12 au 29 décembre, on est passé de 250 à 4500 grévistes sur Paris : d'un mouvement très localisé, on est arrivé à une extension générale. Personne au départ ne pensait que cela prendrait une telle ampleur. Simplement l'incident est arrivé à un moment donné : cela fait trois ans que l'on subit des réductions d'effectifs de 2% chaque année quatre ans que des accords salariaux n'apportent aucun déblocage des salaires, avec des conditions de travail qui empirent, et des menaces de suppression du centre, de restructuration d'agence, et les réductions d'effectifs qui vont avec. Fin décembre, le 20 etle 29 en particulier ce fut l'extension aux agences, avec une le social, fonctionnant sur des comités de base...Ce fut bien sûr l'occasion de discuter de la situation, sur le plan politique, économique et social. Les dirigeants du FSN ne nous ont pas caché les difficultés importantes auxquelles se heurte la révolution roumaine. Des contacts ont été pris avec les cheminots, il nous a été proposé d'animer une conférence sur le syndicalisme (de même qu'à Brachov).
A Brachov, nous avons été accueilli par le maire, et un débat a été organisé. Nous avons discuté de l'organisation concrète de l'aide,des camions ont été affrétés pour distribuer le contenu des wagons (alimentation, vêtements, médicaments) dans les villages du district. Rencontre avec les cheminots, visite d'une usine de tracteurs, contacts avec des enseignants et des étudiants, volontaires pour nous aider dans cette mission de solidarité.

L'impression générale, ce qui frappe avant tout, c'est cette terrible misère, et une situation sanitaire épouvantable. Il est plus facile de rencontrer un ministre que d'avoir de l'eau! En ce qui concerne l'approvisionnement, la situation évolue, mais peu et lentement -cela dit, les magasins de Bucarest restent désespérément vides-; la crise du logement est d'une ampleur catastrophique; il y a beaucoup d'enfants livrés à eux-mêmes dans les rues, dont nombre sont parfois abandonnés.
Par ailleurs, il y a une soif de débat, de démocratie incroyable : les gens discutent partout, et t'agripent littéralement quand ils s'aperçoivent que tu es français...Les queues les plus longues sont celles... devant les marchands de journaux! Dès qu'une affiche est collée, il y a un attroupement devant et discussions.
Le lundi 29 janvier, nous avons vu la manif organisée par le le PNP et le PNL (Parti national paysan et Parti national libéral). Et, le jour même, puis le lendemain, suivie par des débrayages assez massifs, celles du CFSN. Ce qui est assez frappant, c'est ce que cela révèle comme tensions de classes. Globalement, il y a un soutien des travailleurs au CFSN, tandis que plus l'on monte dans la hiérarchie sociale, se développe une inquiétude, de la mise en place ou de la poursuite, sous une autre forme, de la dictature. Inquiétude d'autant plus précise qu'effectivement de nombreux responsables du PC sont toujours en place. Ce qui est sûr, c'est que la situation économique n'étant pas stable -c'est le moins que l'on puisse dire- on peut redouter des troubles importants qui pourraient alors déboucher sur un "retour à l'ordre" de type putchiste...
En tout cas, le mouvement social commence maintenant à s'organiser (syndicats, associations...). La population ne veut plus du "communisme", et souvent il s'agit bien d'un refus explicite du stalinisme, car on a pu constater à quel point elle ne veut pas non plus du capitalisme. On nous a même dit : vous, à la CFDT, vous avez réfléchi au socialisme autogestionnaire...
Ca intéresse les travailleurs roumains, donc. Et nous aussi!

Propos recueillis
le 13 février

---

## APPEL

"Les organisations soussignées sont indignées par la clémence dont ont bénéicié les meurtriers de Malik Oussekine.
Les vraies responsabilités politiques et morales ont été occultées au cours du procès.
Le verdict cautionne la politique sécuritaire et encourage les violences policières qui en découlent.

ELLES APPELLENT
L'ENSEMBLE DE LA
POPULATION
A UNE
MANIFESTATION
UNITAIRE
LE SAMEDI 17 FEVRIER
A 15 HEURES
DE DENFERT-ROCHEREAU
A LA PLACE VENDOME

Elles exigent :
-une justice égale pour tous et son application à toute victime de violences policières ou racistes;
-le respect du droit de manifester;
-la mise hors la loi des pelotons voltigeurs motorisés.

MRAP, Accueil & promotion, Amicale des Algériens en Europe, AREV, ATMF, CAIF, CGT, CJL, FASTI, FA, FETAF, JC, JCR, JEC, JOC-JOCF,LCR,LICRA, Mémoire fertile, MRC, PCF, PCOF, PSA, SCALP, Syndicat de la magistrature, SNEP, SNES, SNESup,UDB,UEC, UNEF,UNEF-ID, UTCL, UTIT ...

---

LE MONDE
DU NON-A

A cause d'une malheureuse lettre qui ne s'imprime plus, (voilà c'que c'est l'électronique!),votre lettre hebdomadaire a pris un retard certain...
Etant peu rompus aux lipogrames et n'ayant pas le talent de Georges Perec ("La disparition", roman écrit sans une seule lettre...e!), il a fallu que l'incident soit réparé C'est aussi la dernière lettre-hebdo, mais ça c'est une autre histoire...

# ÇA ROULE POUR

La solidarité de classe avec le peuple roumain continue. Après la première initiative "Un train pour la Roumanie" (voir Lutter! hebdo n°147 et 150/151), des cheminots de la CFDT ont décidé de poursuivre le travail entamé.
Retour de convoi : Tours, Toulouse, Brachov, Arad, Bucarest.

Michel, cheminot, responsable CFDT nous raconte comment l'initiative s'est déroulée.
"Le convoi est parti de Tours, à destination de Brachov. Il y a été rajouté d'autres wagons en provenance de Toulouse où d'autres cheminots, avec MSF, avaient eu la même idée. Cette partie-là du convoi était pour Arad. L'idée générale était de poursuivre le travail commencé par les copains de Sotteville lès Rouen. La branche cheminot CFDT s'est lancée dans l'initiative. Nous avons ainsi répondu à l'appel lancé par le ministère des transports roumains, pour l'aide d'urgence à l'hôpital des chemins de fer de Bucarest.
En plus de cette aide, l'intérêt était pour nous de pouvoir tisser des liens syndicaux avec les cheminots roumains, d'assurer un suivi.

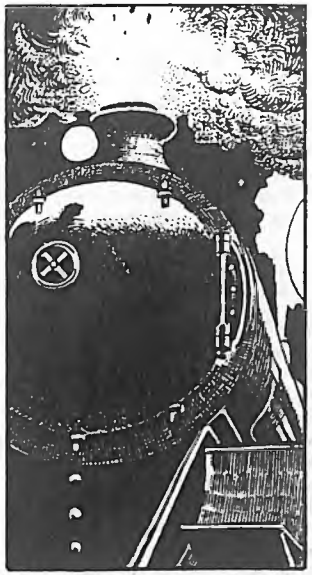
A Bucarest, nous avons rencontré le ministre-adjoint des transports et, bien sûr, la direction de l'hôpital. C'est un centre important : 1020 lits et une absence terrible de moyens en tous genres, tant au niveau matériel que strictement médical. Au cours d'une réunion de travail avec les chefs de service de l'hôpital nous avons défini les formes de l'aide que nous pourrions apporter. Elles se décomposent en trois points essentiels :

-récupérer de l'argent pour acheter des médicaments et du matériel médical "léger" (stéthoscopes...)

-envoi de revues médicales spécialisées, de catalogues professionnel, en lien avec les toubibs de la SNCF,

-favoriser les échanges de délégations et de contacts entre les médecins,de la France vers la Roumanie.
Pour nous, en tant que cheminots syndicalistes, cela signifie concrètement que dès notre retour il fallait s'adresser à la direction de la SNCF, en insistant sur l'urgence de l'aide, et donc de sa rapidité. Nous nous sommes donnés un mois pour trouver l'argent, le matériel. Dans un mois, on y retourne!

D'un point de vue plus syndical,le voyage peut se raconter au rythme des étapes : Bucarest, Arad, Brachov.
Au dépôt de Bucarest, nous avons rencontré le président du premier "Syndicat Libre et Indépendant de la Traction" avec qui nous avons eu des échanges intéressants. Ce syndicat regroupe pour l'heure seulement les agents de conduite et le personnel d'entretien du matériel roulant, mais entend bien se coordonner avec les autres catégories du chemin de fer. Les revendications sont : retrouver les acquis volés par Ceausescu et renouer avec un syndicalisme authentique. Il a été convenu qu'une délégation de cette organisation viendra prochainement en France.
Autre contact important, avec le "Groupe pour le dialogue social", qui est un lieu de documentation et d'archives pour la mise en place concrète de la démocratie, qui fonction-



ne comme lieu d'information et de mémoire, centralisant des statuts d'associations, de syndicats pour permettre à leur création en Roumanie.
A Arad, rencontre avec la direction du comité régional du FSN (Front de salut national). Ce qui était intéressant, c'était de constater à quel point le FSN n'est pas un parti homogène. Ainsi, le responsable local nous a expliqué que le comité régional d'Arad était contre la décision du CSFN de se transformer en parti politique, optant pour une forme-mouvement cumulant le politique, l'écologique et





DOSSIER SPECIAL

# DE GREVE À LA BNP

**Auto-organisation sous des formes diverses, dans les agences et les centraux parisiens. Soutien de la CGT au mouvement de grève, mais conflits avec le comité de grève des centraux. Trahison de l'intersyndicale CFDT, CFTC, FO et SNB...**

La BNP connaît son mouvement de grève le plus important depuis 1974. Une nouvelle expérience d'auto-organisation, confirmant le mouvement amorcé en 1986 avec les coordinations de cheminots. Une expérience qui rencontre une nouvelle fois le problème du rapport aux organisations syndicales, en trouvant des réponses différentes pour le comité de grève des agences parisiennes et celui des centraux.
Le témoignage qui suit a été saisi "à chaud" au siège de Barbès, le 12 février, alors que la tendance est plutôt à la reprise du travail.
Olivier travaille à la BNP depuis de nombreuses années; il est communiste libertaire et militant de la CGT.

assemblée générale centrale et des AG délocalisées par agence, et, comme quelques jours auparavant pour les centraux, élection d'un comité de grève. Avec une différence par rapport aux centraux : la participation de l'ensemble des organisations syndicales. C'est important, cela va peser sur le déroulement du conflit, je vais y revenir. Au plus fort de la grève, à la mi-janvier, il y avait plus de 10 000 grévistes à Paris, sur environ 16 à 17 000 personnes.

Le mouvement a gagné toute la France...

L'extension au niveau national s'est faite exclusivement par le canal des organisations syndicales. Le point maximum fut aux alentours du 20 janvier où, au total, et pour la première fois dans la boîte, on a dépassé les 50% de grévistes à l'échelle nationale.Un mouvement très fort. Mais le 30 janvier, c'est la signature d'une "protocole de sortie de grève" entre la direction et l'intersyndicale CFDT, FO, SNB, CFTC. Contre l'avis des différentes AG, à Paris, et, ce qui est très important, en province aussi. Contre l'avis bien entendu des différents comités de grève. Et contre l'avis de la CGT, et du SDB (le Syndicat démocratique des banques, implanté à Paris). Le protocole n'apporte,en moyenne qu'une augmentation mensuelle de 167F mensuelle...

Sur la base de quel rapport de force entre les syndicats?

C'est très important de savoir que la CFDT est la première organisation syndicale au niveau national, et notamment en province. Elle est la seule à pouvoir couvrir tout le territoire. La CGT est importante, elle est la première organisation chez les employés dans les centraux parisiens, elle a des points forts : Paris, Bordeaux, Angers et quelques autres. Mais elle ne couvre pas toute la BNP. Le SDB est issu de la dissolution/exclusion de l'ancienne section CFDT/BNP de Paris en 1978. Il a quelques points d'implantation dans les agences, trois ou quatre, très importants, où il a imposé sa représentativité et fait plus de 50% des voix aux élections. Le SDB a appuyé complètement le mouvement et l'auto-organisation, mais son implantation reste limitée, et seulement à Paris pour le moment.

Le "protocole de sortie de grève" est signé contre l'avis des grévistes le 30 janvier. Qu'est-ce qui se passe alors?

A partir de la signature il y a eu un morcellement de la part de l'intersyndicale, et de la presse également. Ainsi "Le Monde" annonçait la "reprise à partir du 5 février"; pourtant le 6 février on comptait encore à Paris 20% des effectifs en grève : alors que quatre syndicats avaient signé et appelé à la reprise, six jours plus tard la quasi-totalité des grévistes précédents étaient encore dans le mouvement! En province, la couverture de la CFDT lui a permis de faire croire qu'il y avait partout la reprise, qu'on ne pouvait pas aller plus loin. Les gens de province sont ren-

trés sur cette base là : "on ne va pas rester, nous tous seuls, alors que ça reprend partout!"

Les comités de grève parisiens n'avaient pas de contacts en province?

Nous avons pris l'initiative d'appeler à une coordination nationale. Mais on s'y est pris trop tard, et on n'a pu remonter la pente. On n'a pas réussi à pallier les carences des syndicats couvrant nationalement le territoire. Des copains du comité de grève agences se sont déplacés en province et là, ce fut la surprise pour les collègues rencontrés, de voir qu'il y avait encore des gens en grève! Du coup ils étaient doublement mécontents. D'une part, du protocole lui-même. Mais aussi de s'être faits "couillonner", d'être rentrés sur des informations fausses! Mais c'était trop tard. On devait avoir aujourd'hui (12 février NDLR) une première réunion de la coordination nationale qui n'a pas pu se tenir, faute de s'y être mis à temps. Problème à noter... pour la prochaine grève!

Il y a donc eu une trahison de l'intersyndicale. Sans remous à la base, chez les militants?

Si, à la CFDT. De nombreuses sections et des syndicats n'ont pas digéré l'accord : à Rouen, Lyon, Marseille...la section CFDT des agences de Paris l'a exprimé publiquement,par tract et elle continue à soutenir la grève.

Les rapports entre mouvement de grève et organisation syndicale ont donc été une question majeure dans votre conflit.

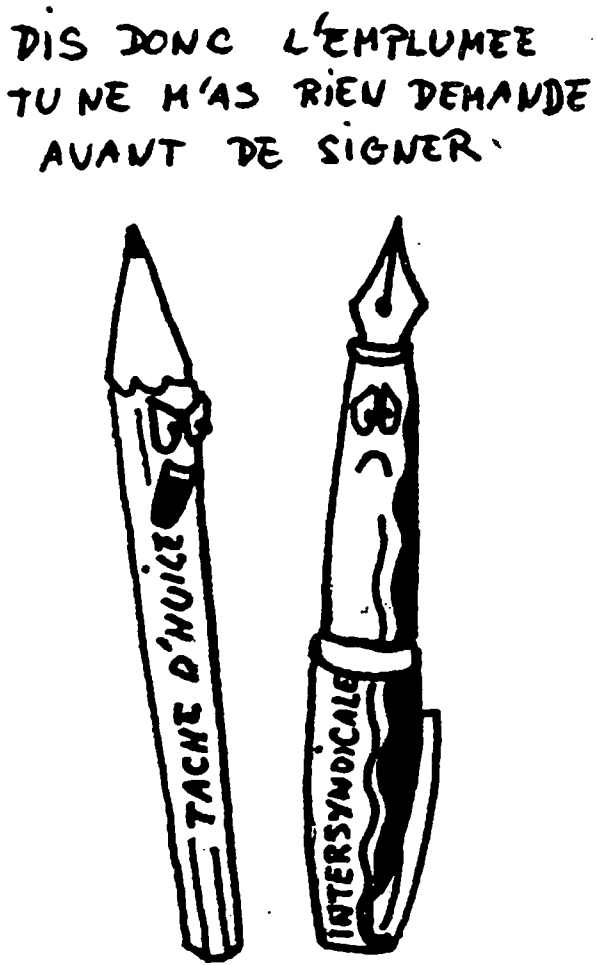



Illustration du journal "TACHES D'HUILE!" (Agences) "des grévistes syndiqué(e)s et non syndiqué(e)s, soutenu par des syndiqués CFDT,CFTC,CGT,SDB,FO,SNB



Vive la Sociale!

Oui. Avec des différences. La question de l'unité des organisations syndicales et/ou de leur rejet a été un motif de division entre les centraux et les agences parisiennes, à plusieurs reprises. Dans les centraux, le comité de grève s'est fait tout à fait en dehors des organisations syndicales. Ce comité a une véritable représentativité,mais dans un climat de concurrence très forte de la part des organisations syndicales, qui n'ont pas de représentants élus dans le comité de grève des centraux.

Les militants syndicaux pouvaient-ils être élus?

Tout à fait, sauf qu'on a assisté à un véritable boycot du comité de grève de la part de la majorité des militants. Au fur et à mesure on a pu voir, de la part de la CGT, un soutien au mouvement de grève, mais en même temps, jour après jour, de nombreux croche-pieds visant à s'exclure mutuellement l'un l'autre, la CGT, et le comité de grève.
A la différence des agents justement, où, dès le départ, les grévistes réclamaient la présence de l'ensemble des syndicats dans l'AG, et leur participation au comité de grève. Une autre différence importante : dans les centraux le comité de grève a été élu par l'AG centrale, sur la base des personnes qui s'étaient proposées. Dans les agences il y avait une AG centrale et des AG par agence, et les membres du comité de grève n'ont pas été désignés centralement, mais par les AG locales. Donc les représentants au comité étaient véritablement mandataires d'une base.

C'est au moment de la signature du protocole que s'est posé le problème du retrait des syndicats signataires et de l'unité du mouvement. Dans les centraux, ils ont pu démobiliser, voire tenter de couper le comité de grève d'une partie des grévistes.
Dans les agences, le retrait des organisations syndicales signataires n'a pas emmené pour autant celui des militants syndicaux du comité de grève : ils ne pouvaient pas faire autrement que rester,parce qu'ils étaient mandatés par la base. Ils ne pouvaient pas boycotter.

La participation des syndicats aux comités a donc permis à la base de les contrôler et de leur imposer l'unité. Mais dans les centraux, puisque le comité était extra-syndical, l'effet des décisions syndicales n'aurait-il pas pu être plus faible sur le mouvement?

De fait, chaque AG était très houleuse, avec à chaque fois des propositions contradictoires du comité de grève et des organisations syndicales. C'était au rapport de force, à celui qui fera le mieux chauffer l'AG. Plusieurs fois le comité de grève s'est retrouvé minorisé, parce que tel ou tel syndicat (la CGT essentiellement) a pu lancer une proposition sur le moment plus adapté à l'état d'esprit des grévistes présents à l'AG, même si ça n'était pas forcément conforme au renforcement du mouvement. D'ailleurs à plusieurs reprises les deux comités de grève, centraux, agence ont essayé de monter leur manifestation sans être derrière les bannières syndicales, mais en tant que représentants des grévistes syndiqués ou non Mais la CGT proposait en dernière minute en AG d'autres rassemblements...C'est suffisament déstabilisateur pour que,à un moment,les grévistes soient désorientés. Ce qui explique,en partie, le découragement certain de la semaine dernière. La majorité des membres du comité de grève des centraux décidé d'appeler à la reprise dès vendredi dernier.

Et maintenant?

Demain, 13 février, nous avons une manifestation des grévistes surtout des agences compte tenu de la reprise dans les centraux. Un test important pour la suite. Dans tous les cas, ce n'est pas du tout la reprise du travail triste et morne. Ce n'est pas "on a perdu", c'est "il nous ont eu, mais on s'organisera mieux la prochaine fois!"
Et tout au long de l'année, il doit y avoir renégociation de l'ensemble de la convention collective dans le cadre de l'harmonisation européenne. Tous les problèmes qui étaient liés aux revendications des grévistes de la BNP vont être reposés.
A l'occasion de cette remise en cause générale, et de mouvements en lien avec d'autres banques, il n'est pas dit du tout que les gens resteront calmement au travail.
Au contraire!

Propos recueillis le 12 février.